

sieurs centres vitaux de l'économie : usines A.C.E.C. de Charleroi diverses usines sidérurgiques de Liège, diverses gares des chemins de fer. Dès le lendemain, le mouvement s'étendit à la majeure partie des métallurgistes en Wallonie. La direction officielle de la F.G.T.B. l'adopta à Liège et dans la région du Centre ; à Charleroi, elle chercha encore à s'y opposer ; dans le Borinage, elle resta inerte. Mais bientôt, les cheminots et Gazeico proclamèrent la grève générale, et la C.G.S.P. étendit celle-ci à tous les secteurs. Au même moment, la plupart des Régionales wallonnes de la F.G.T.B. proclamèrent la grève générale. Celle-ci fut effective, en Wallonie, à partir du 23 décembre.

Ce fut le moment crucial de la grève. Auparavant, elle s'était étendue comme une tache d'huile. La majorité des travailleurs chrétiens directement concernés s'y étaient joints. Ainsi, les chrétiens participèrent à la grève chez les « communaux » d'Anvers, chez les cheminots en Wallonie, ainsi que dans la métallurgie wallonne. A Bruxelles, et en Flandre, la pression pour généraliser le mouvement montait d'heure en heure.

Mais la direction droitiste de la F.G.T.B., qui n'avait pas désiré cette grève et qui fut totalement surprise par elle, refusa avec obstination de proclamer la grève générale. Elle invoqua comme raison les difficultés financières : caisses de grève en partie dégarnies par deux longues grèves fort coûteuses : la grève des métallurgistes de 1957, la grève des réparateurs de navires de 1959. Elle formula donc ce qu'elle appela « une stratégie moderne de grève », qui consista à tout miser sur l'efficacité de la grève des ouvriers de l'électricité. Si cette grève est 100 % efficace, dit-elle, le courant sera automatiquement coupé dans toutes les entreprises, et toute l'activité industrielle s'arrêtera. Mais au lieu que ce soient les syndicats qui devront payer les grévistes, ce seront les patrons ou le gouvernement qui devront les payer, puisque les travailleurs seront légalement des « chômeurs involontaires ».

Ce ne furent là, sans doute, que des excuses, car en réalité, les bureaucrates craignaient cette grève et ses conséquences, et cherchaient par tous les moyens à l'empêcher. Mais même en tant qu'excuses elles furent fort mauvaises car il apparut bientôt que la grève dans le secteur de l'électricité ne put être totale, notamment du fait des chrétiens qui continuèrent volontairement le travail, ou que la gendarmerie réintroduisit de force dans les centrales. Il apparut aussi que du courant arrivait de l'étranger, surtout d'Allemagne. Comme les gros consommateurs de courant, les chemins de fer et l'industrie wallonne, étaient paralysés, toute la production courante put être concentrée sur les secteurs encore au travail, où les travailleurs ne furent donc pas mis en chômage.

Ainsi, les bureaucrates F.G.T.B. flamands perdirent la face, et dès la deuxième semaine de grève, ils cédèrent petit à petit à la pression de la base et élargirent la grève à différents centres industriels (Anvers, région de Rupel, Bruges, Ostende, quelques grandes usines de Flandre orientale, etc.). Mais ce retard s'avéra fatal pour la grève.

Entre temps, en effet, à l'appel des aumôniers du Mouvement Ouvrier Chrétien, le cardinal-primat de Belgique avait fait lire dans

toutes les églises un message de Noël pour condamner la grève dans des termes très violents, et pour ordonner aux ouvriers de reprendre le travail. Ce message fut accueilli « avec stupeur » par « La Cité », le quotidien des syndicats chrétiens. Il provoqua des réactions officielles hostiles de la part de diverses organisations syndicales chrétiennes en Wallonie. Mais il ne manqua pas d'avoir ses effets en Flandre et à Bruxelles, où il pesa lourdement sur les masses travailleuses chrétiennes moins conscientes.

En outre, le gouvernement accorda quelques concessions mineures aux syndicalistes chrétiens, qui neutralisèrent en partie les chapitres les plus réactionnaires de la « loi unique ». Il mobilisa en même temps une partie de l'armée, ainsi que la « gendarmerie supplétive ». Il provoqua un peu partout des bagarres qui modifièrent le climat de la grève, et effrayèrent les couches les plus hésitantes et les plus arriérées des travailleurs chrétiens. Finalement, l'absence d'une direction nationale de grève et de mots d'ordre, d'objectifs précis, lancés par la F.G.T.B., ne manqua pas non plus de semer le désarroi parmi les travailleurs chrétiens.

L'ensemble de ces facteurs permit aux dirigeants chrétiens de prendre ouvertement position contre la grève, après six jours d'hésitations, et d'organiser un peu partout le travail de « jaunes ». Ils avaient dû reculer cette décision, parce qu'ils avaient craint d'être débordés. Ils la prirent lorsqu'ils se sentirent suffisamment sûrs d'eux-mêmes. Il faut donc bien conclure qu'en retardant de plus d'une semaine l'extension de la grève aux secteurs privés de Flandre et de Bruxelles, les dirigeants droitiers de la F.G.T.B. ont saboté la grève générale. Celle-ci ne fut générale qu'en Wallonie. En Flandre et à Bruxelles, elle ne fut le fait que d'une minorité de travailleurs d'avant-garde, socialistes et communistes.

Le nouvel exemple belge confirme par là une vieille expérience du mouvement ouvrier international. Une grève générale ne peut triompher que si elle s'étend continuellement et de manière foudroyante, avant que l'ennemi de classe n'ait eu le temps de regrouper ses forces et d'organiser la répression. Sinon, elle ne peut plus triompher qu'en tant qu'insurrection armée. Dans le cas des grèves belges de 1960-61, ni les prémisses objectives ni les prémisses subjectives d'une telle insurrection n'étaient présentes à l'échelle nationale — sans parler des prémisses de sa victoire. Le sort de la grève fut, dans ce sens, fixé dès cette première semaine.

Néanmoins, entre une victoire totale et une défaite totale, il y a beaucoup de solutions intermédiaires possibles. Même sans grève générale provoquant l'arrêt total de l'activité économique du pays, la classe ouvrière belge aurait pu arracher à la bourgeoisie, outre le retrait de la « loi unique », quelques revendications transitoires importantes. Il aurait fallu pour cela trouver la riposte efficace à la répression, mise sur pied après la première semaine de grève, et donner des objectifs d'action centraux à la combativité des travailleurs, qui risquait autrement de s'éparpiller et de gaspiller leurs forces dans une série de batailles locales sans issue.